

---

## Tanzanie : résistance communautaire aux plantations d'arbres en monoculture

*À première vue, le village de Nzivi est un village comme beaucoup d'autres dans la région. Mais il présente une différence importante : ce village n'autorise pas les investisseurs à exercer des activités à grande échelle. Green Resources est la principale entreprise de plantations privée active en Tanzanie.*

À première vue, le village de Nzivi est un village comme beaucoup d'autres dans la région. Mais il présente une différence importante : ce village n'autorise pas les investisseurs à exercer des activités à grande échelle, comme les plantations d'arbres en monoculture par exemple. Green Resources est la principale entreprise de plantations privée active en Tanzanie.

À première vue, le village de Nzivi, dans la région d'Iringa en Tanzanie, est un village comme beaucoup d'autres de la région. Ses habitants vivent de l'agriculture et de l'élevage, principales activités pratiquées par les communautés dans la région. Mais quiconque visiterait le village serait impressionné **par l'énorme étendue des plantations d'arbres en monoculture aux alentours, principalement des pins mais aussi des eucalyptus. Ensemble, elles constituent probablement les plus grandes plantations d'Afrique de l'Est.** En 2016, la Tanzanie comptait 583 000 hectares de plantations d'arbres en monoculture, dont plus de 400 000 hectares, soit environ 70 %, sont situés dans les régions d'Iringa et de Njombe, dans une zone appelée les Southern Highlands.

Mais quiconque parlerait avec les villageois de Nzivi découvrirait que la situation est différente à au moins deux égards : **ils ont décidé, après avoir tiré profit des expériences de ne pas autoriser les investisseurs à y mener des activités à grande échelle, comme les plantations d'arbres en monoculture par exemple.** C'est pourquoi Nzivi dispose toujours de terres en abondance pour répondre aux besoins des villageois.

Pour comprendre ce qui a incité les villageois de Nzivi à prendre une telle décision, il est important de comprendre les impacts des plantations industrielles d'arbres sur les autres communautés de la région. Lors d'une visite sur le terrain en octobre 2018, la fondation SUHODE, Justiça Ambiental et WRM ont visité, outre Nzivi, les villages d'Idete, de Mapanda, de Kihanga, d'Igowole et de Taweta, qui sont confrontés aux plantations en monoculture de la principale entreprise privée active dans la région, Green Resources, pour en savoir plus sur ces impacts.

### ***Green Resources en Tanzanie***

Des plantations ont commencé à être mises en place dans la région il y a plusieurs décennies, d'abord par des sociétés d'État telles que Sao Hill, puis, depuis les années 1990, les plantations ont également été de plus en plus mises en avant et créées par des sociétés privées. **La plus grande entreprise privée du pays est Green Resources, une société norvégienne détenue en majorité par Norfund, l'institution du développement du gouvernement norvégien,** aux côtés d'un grand nombre d'autres investisseurs sur les marchés financiers. (1)

---

Green Resources se présente comme l'une des plus grandes entreprises de développement forestier et de transformation du bois en Afrique de l'Est, avec des plantations d'arbres au Mozambique, en Ouganda et en Tanzanie. En Tanzanie, Green Resources contrôle une superficie totale de 74 850 hectares, dont 17 000 hectares ont déjà été plantés en eucalyptus et en pins. La société affirme sur son site internet qu'elle « croit que le reboisement est l'un des moyens les plus efficaces d'améliorer les conditions sociales et économiques des populations des zones rurales et qu'elle vise à être l'employeur et le partenaire privilégié des communautés locales dans ces zones ». Elle déclare également que, pour la Tanzanie, « les terres utilisées pour les plantations sont des prairies de faible valeur qui ont presque entièrement été acquises auprès des villages locaux. »

À l'inverse de ce qui se passe au Mozambique, où l'entreprise a actuellement perdu son certificat, en Tanzanie, l'entreprise est certifiée FSC (Forest Stewardship Council), ce qui lui permet de prétendre que son bois provient de sources « durables ». Il a également enregistré et validé ses plantations pour le stockage de carbone (via le système VCS), et même dans le cadre du dispositif CCBS qui, entre autres, affirme que sa « mission » est de « stimuler et promouvoir des activités de gestion des terres qui atténuent de manière crédible les changements climatiques mondiaux, améliorent le bien-être et réduisent la pauvreté des communautés locales tout en préservant la biodiversité. » (2)

Green Resources est arrivé dans les communautés d'Idete en 1996, de Mapanda en 1997 et de Taweta en 2007. **Les communautés ont été séduites et ont décidé d'accepter un contrat de bail avec la société qui garantissait à cette dernière l'accès à un tiers des terres de la communauté pendant une période de 99 ans.** Au moins deux raisons importantes expliquent ce qui s'est passé. D'une part, à ce moment précis, les communautés ne considéraient pas la perte de ces terres comme cruciale pour leurs besoins et n'avaient aucune notion de la valeur réelle de ces terres. Mais d'autre part, **l'acceptation de la proposition de Green Resources par les communautés était très liée à la liste de promesses de la société : les emplois, pour commencer, ainsi que l'amélioration des infrastructures** dans les villages, par exemple, la construction et la rénovation de salles de classe, de bureaux et de salles de réunion, de dispensaires, de sources d'eau, de résidences pour le personnel de santé et d'éducation, etc. En plus de cela, **la société a également promis de partager 10 % des revenus générés par les projets de carbone qu'elle avait élaborés**, des revenus basés sur le carbone « stocké » grâce à la croissance des pins et des eucalyptus plantés dans les trois villages. Green Resources a mis ces promesses par écrit et a signé des contrats supplémentaires avec les communautés pour les revenus du carbone, sans que les communautés ne comprennent clairement le fonctionnement de ce système de marché.

Aujourd'hui, plusieurs années après l'arrivée de la société, les communautés sont déçues et en colère. Elles affirment que les promesses de la société n'ont pas été tenues ou ne l'ont été que partiellement. Pour le moment, pratiquement aucun emploi permanent n'a été créé. **Tant à Idete qu'à Taweta, Green Resources n'a créé qu'un seul emploi permanent, et à Mapanda (qui compte 5 503 habitants, selon le conseil villageois) pas même un seul emploi.** Les villageois se plaignent aussi beaucoup des conditions de travail, notamment des bas salaires, du manque de moyens de transport pour les personnes embauchées pour des emplois temporaires, de la précarité voire du manque d'équipements de protection contre les produits phytosanitaires, et les villageois accusent la société de ne pas avoir versé au système de sécurité sociale tanzanien le montant que la société a déduit de leurs salaires pour ces cotisations.

Les villageois admettent que certaines promesses relatives aux infrastructures ont été tenues. Mais dans le même temps, à Mapanda par exemple, les villageois attendent toujours une nouvelle salle de

---

réunion pour le village. Ce n'est que qu'après que la communauté a exercé beaucoup de pression sur la société que celle-ci a finalement promis de construire cette salle cette année. Cependant, la nouvelle salle de réunion n'est pas encore construite. À Taweta, la seule amélioration dont les villageois se souviennent est la rénovation de deux salles de classe. Le bureau que Green Resources a construit dans ce village pour administrer les plantations de la région a été fermé et semble à l'abandon.

**Les revenus du carbone n'ont été partagés qu'avec le village de Mapanda**, où la communauté a reçu deux paiements de 30 et 33 millions de shillings tanzaniens, versés respectivement en 2011 et 2014. Ces deux paiements correspondent à environ 40 000 USD, une somme très faible pour une communauté de plus de 5 000 personnes confrontées à de nombreux problèmes d'infrastructures, comme par exemple l'amélioration de leur approvisionnement en eau. Même dans ce cas, **la détermination du montant versé à la communauté n'était pas transparente**. La communauté n'a pas été informée de la valeur totale des revenus acquis par la société et n'a pas su si le montant transféré correspondait effectivement à 10 % des revenus ou non. **Les villages d'Idete et de Taweta n'ont reçu aucun paiement carbone jusqu'à présent**. Dans une présentation publique de Green Resources accessible sur Internet (3), la société estime que « le financement carbone a été source de déception », mais indique néanmoins que « Green Resources a généré 2 millions USD (...). » Si l'on calcule les 10 % de ce montant, les villages auraient dû recevoir au moins 200 000 USD, soit bien plus que ce que le village de Mapanga a reçu.

Les trois communautés dans lesquelles nous nous sommes rendus regrettent d'avoir cédé à l'entreprise de vastes superficies de terres et que leur accès est désormais restreint, notamment pour récolter de la paille et de l'argile dans les zones qui n'ont pas encore été plantées. Interrogés sur la question de savoir s'ils étaient d'accord avec l'argument de la société selon lequel ces terres sont de « faible valeur » ou « dégradées » (comme le font valoir Green Resources et d'autres sociétés de plantation d'arbres), les membres des communautés ont déclaré à l'unanimité qu'il s'agissait d'un mensonge total. Ils considèrent que ces terres ont beaucoup de valeur, et sont fertiles et importantes pour les communautés et leur avenir. **Aujourd'hui, ils doivent demander une autorisation s'ils veulent accéder aux terres**. À Idete, les villageois craignent de ne plus pouvoir récolter un type de roseau utilisé pour confectionner des paniers traditionnels, le plus souvent fabriqués par les femmes. **Une villageoise s'inquiète également de la recrudescence des cas de VIH/sida due à l'augmentation du nombre de travailleurs extérieurs dans les zones des villages**.

Un autre villageois a fait valoir qu'il n'y avait aucune commune mesure entre les pertes subies par la communauté en cédant leurs terres pendant 99 ans et les avantages obtenus jusqu'à présent. Les villageois sont inquiets pour leur avenir. Une femme du village d'Idete a fait part de sa profonde préoccupation, en disant que ses enfants pourront probablement encore pratiquer l'agriculture mais que **ses petits-enfants n'auront pas assez de place pour leurs cultures vivrières et leur bétail, ce qui entraînera une augmentation de la pauvreté**.

Il n'est pas surprenant que les trois communautés souhaitent que les ressources maintenant occupées par Green Resources, ou au moins une partie de celles-ci, soient restituées. Lorsqu'ils réfléchissent à l'avenir de leurs villages et de leurs familles, ils veulent être sûrs de disposer de suffisamment de terres pour les milliers de villageois de leurs communautés, en particulier dans un avenir proche. Ils sont néanmoins confrontés à de sérieuses difficultés puisqu'ils ont signé un contrat apparemment légal dans lequel ils acceptent de céder des terres de leur village à la société. **Mais quelle est la légitimité d'un tel contrat lorsque celui-ci a été approuvé sur la base d'une liste de promesses non tenues et que les activités de la société mettent en péril l'avenir de**

---

## **l'ensemble de la communauté ?**

Les constatations réalisées sur le terrain invitent à s'interroger sur la véracité des déclarations de la société, en remarquant qu'en Tanzanie, la société affirme qu'elle fonctionne de manière exemplaire et qu'elle est un partenaire privilégié des communautés locales de la région.

### ***L'information comme pouvoir***

L'histoire de Green Resources en Tanzanie montre une fois de plus que **les sociétés de plantation ont toujours besoin d'accéder à d'immenses superficies de terres pour pouvoir mener leurs activités**. Elle montre également comment **ces entreprises procèdent, en s'appuyant sur un certain nombre de promesses fausses ou très insuffisamment tenues afin de convaincre les communautés concernées de céder leurs terres**. Les récits et les expériences des communautés confrontées à Green Resources ou à d'autres sociétés de plantations sont très importants pour que les autres villages puissent en tirer les leçons et y réfléchir.

**Les villageois de Nzivi ont été informés à temps des expériences d'autres villages en parlant avec des communautés voisines** et, craignant de se retrouver dans la même situation, ils ont décidé de ne pas faire confiance aux promesses et de dire non à toutes les entreprises, telles que Green Resources, qui voudraient prendre le contrôle de superficies importantes de leurs terres. **Ils ont décidé de renforcer leur propre contrôle et l'accès à leurs terres au profit des générations futures.**

Cela ne signifie pas que les villageois de Nzivi n'accepteraient aucun investissement. Les dirigeants nous ont dit qu'ils avaient mis de côté une partie relativement petite des terres de la communauté pour les investisseurs, mais uniquement pour ceux qui ne cherchent pas à s'approprier une partie importante de leurs terres et souhaitent également aider la communauté en fournissant des services jugés importants mais qui sont actuellement assurés de manière précaire, comme l'éducation et la santé. Ils considèrent que ce type d'investissement différent pourrait être avantageux pour la communauté, tout en protégeant son droit fondamental d'accéder à ses propres terres, forêts et prairies, dont elle dépend pour sa survie.

Comme on pouvait s'y attendre, aucun investisseur ne s'est encore présenté pour faire une proposition à la communauté. Cela montre à quel point les intérêts des investisseurs axés sur le profit tels que Green Resources et les investisseurs privés et publics norvégiens qui les soutiennent sont différents des intérêts et des besoins des communautés rurales de Tanzanie telles que Nzivi.

*Justiça Ambiental! - Mozambique,  
SUHODE Foundation - Tanzania  
et WRM*

1. <http://www.suaire.suanet.ac.tz:8080/xmlui/bitstream/handle/123456789/1659/SAID%20ASIAD.pdf?sequence=1&isAllowed=y> .
2. <http://www.greenresources.no> et <http://www.climate-standards.org/about-ccba/>
3. [http://www.greenresources.no/Portals/0/pdf/GR\\_NewForest\\_for\\_Africa\\_170316\\_\(new\).compressed.pdf](http://www.greenresources.no/Portals/0/pdf/GR_NewForest_for_Africa_170316_(new).compressed.pdf)

